

## Discours de S.M. le Roi Mohammed VI lors de l'ouverture de la première année de la 7ème législature 2002

10/10/2002

le 11 octobre 2002

"Louange à Dieu  
Prière et Salut sur le Prophète,  
Sa Famille et Ses Compagnons  
Mesdames et Messieurs les honorables parlementaires,

Le saut qualitatif que nous avons réalisé en matière démocratique, à travers l'élection de la nouvelle Chambre des représentants que Nous installons aujourd'hui, Nous inspire une immense fierté qui n'a d'égale que notre dette de profonde reconnaissance et de fidélité sincère à la mémoire du pionnier de cette marche démocratique, Notre Vénéré Père, Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu ait Son âme.

Ce sont des générations entières, présentes et à venir, qui resteront à jamais redevables à Son génie et à Sa sagacité de visionnaire qui l'a conduit à opter pour un régime démocratique, système que Nous Nous sommes attaché, depuis Notre accession au Trône, à conforter par le parachèvement de l'édification de l'Etat de droit, fort de ses institutions crédibles.

Nous félicitons les députés nouvellement élus ou investis d'une confiance renouvelée, et congratulons en particulier Mesdames les députées, convaincu que Nous sommes, que la réputation de sérieux, de réalisme et d'intégrité qui est celle de la Femme marocaine, aura des effets bénéfiques sur les travaux de la Chambre. Nous aspirons, du reste, à ce que la Femme marocaine bénéficie d'un traitement plus juste et équitable, dans tous les domaines de la vie nationale.

Nous voudrions aussi rendre un hommage particulier à Nos fidèles sujets dans les provinces du Sud et à leurs représentants parlementaires. Leur participation massive au vote, avec un taux record de 64%, dépassant la moyenne nationale, ainsi que l'élection de leurs députés, traduisent aussi bien leur foi en la démocratie que Nous avons choisie et qui est la voie idoine pour la gestion de leurs affaires régionales, que leur attachement à la patrie dans l'unité, la liberté et la dignité.

Nous tenons également à saluer pour leur sens du devoir, tous les citoyens, les organisations et les autorités qui se sont mobilisés pour réaliser cette percée démocratique, et en premier lieu, les cadres des Ministères de l'Intérieur et de la Justice et les magistrats.

Tout en Nous félicitant de cette nouvelle avancée du processus démocratique, que Nous avons entourée de toutes les garanties juridiques et politiques, Nous Nous interrogeons: est-ce que l'objectif recherché était seulement de disposer d'une Chambre des représentants qui soit réellement représentative de toutes les formations politiques ? Assurément non ! Car la démocratie n'est pas une fin en soi, mais plutôt un instrument pour favoriser la participation populaire à la gestion de la chose publique, et pour susciter une mobilisation pour le

développement.

La démocratie que Nous appelons de Nos vœux n'atteindra sa plénitude que lorsque Nous viendrons à bout de ses entraves structurelles, en l'occurrence, l'analphabétisme et la pauvreté, tout en renforçant le rôle des partis politiques - à travers l'adoption d'une loi les concernant - et en s'attelant à la moralisation de la vie publique.

Par conséquent, les enjeux économiques et socioculturels sont autrement plus ardues que les défis inhérents à la construction de l'édifice institutionnel, processus dans lequel nous avons, du reste, enregistré d'importants acquis et que Nous entendons consolider, rénover et rationaliser davantage encore.

La réhabilitation de l'institution parlementaire telle que Nous la souhaitons, exige de votre part une action soutenue et inlassable, non seulement pour accomplir, sous la coupole du Parlement, la mission constitutionnelle qui vous est dévolue, mais également pour vous astreindre, dans vos efforts, à une démarche de proximité, qui vous permette d'accéder au Maroc profond et de vous mettre à l'écoute de vos concitoyens.

C'est ainsi que vous pourrez vous faire l'écho des préoccupations de la nation, tout en aidant les citoyens à se faire une idée réaliste de ce qu'il est possible de faire pour y répondre. Telle est la voie à suivre pour vous acquitter de votre mission de relais entre le peuple et l'Exécutif. Ainsi, au-delà de l'appui à apporter au gouvernement, dans le cadre, somme toute étroit, du parlement et des ministères, l'action de la majorité irriguera en profondeur toutes les composantes de la société.

De même, il appartient à toute opposition constructive d'agir comme force de proposition et de se faire l'écho des aspirations sociales, de façon réaliste et rationnelle. Elle se doit, dans la pratique parlementaire, de faire preuve d'imagination et d'innovation et de s'écarter des surenchères puériles et des controverses stériles, car ce ne sont pas ces joutes qui apporteront de l'emploi au chômeur, de l'instruction à l'analphabète ; pas plus qu'elles ne rétabliront dans leurs droits les victimes d'injustices, ni qu'elles préserveront la dignité des démunis.

Aussi, vous incombe-t-il d'imprimer à votre action tout le sérieux et la rigueur nécessaires et de tirer les enseignements qui s'imposent de la campagne électorale qui vous a permis de prendre la mesure des attentes des citoyens. Ceux-ci, en effet, aspirent à ce que l'on trouve des solutions concrètes aux problèmes réels et essentiels qui sont au cœur des préoccupations de chaque citoyen, au lieu de faire de chaque question une priorité. Il s'agit, en fait, de quatre priorités, à savoir, l'emploi productif, le développement économique, l'enseignement utile et le logement décent.

Telles sont, en effet, les vraies préoccupations nationales sur lesquelles il faudrait porter l'essentiel des efforts, en tant que priorités impérieuses.

L'emploi est le premier souci de la famille marocaine. Il représente, en fait, le remède aux maux sociaux, en particulier la pauvreté et la marginalisation qui ne peuvent être éradiquées que par une solidarité sociale effective et agissante, fondée sur un partenariat entre les autorités publiques, les collectivités locales, le secteur privé et le tissu associatif.

Mais nous ne pourrions fournir de l'emploi aux larges franges de notre jeunesse qu'en réalisant le développement économique nécessaire, lequel reste tributaire de l'incitation à l'investissement, oui l'investissement, toujours l'investissement. Je continuerai à oeuvrer avec détermination pour en démanteler les entraves, jusqu'à ce que le Maroc devienne, avec l'aide de Dieu, un grand chantier de production, générateur de richesse.

Toutefois, la réalisation de cet objectif passe par le respect des règles de bonne gouvernance de la chose publique, la mise en oeuvre rapide et en profondeur, de réformes administratives, judiciaires, fiscales et financières, le développement rural et la mise à niveau des entreprises - en mettant l'accent sur les secteurs où nous disposons d'atouts et bénéficions d'un avantage en termes de compétitivité et de productivité.

Nous insistons, en outre, sur la nécessité d'adopter la loi organique relative à la grève, ainsi qu'un Code de travail moderne, permettant à l'investisseur, autant qu'au travailleur, de connaître, à l'avance, leurs droits et obligations respectifs, et ce dans le cadre d'un contrat social global de solidarité.

Le décollage économique et la création d'emplois productifs ne peuvent se faire sans la mise en oeuvre optimale de la réforme du système d'éducation et de formation, car malgré les étapes franchies en la matière, le plus difficile reste encore à faire, à savoir la réforme qualitative de la formation, l'éradication de l'analphabétisme, tout en engageant, avec courage, la recherche de nouvelles ressources financières.

Il s'agit, en outre, de favoriser l'épanouissement des différentes composantes de la culture nationale, notamment en soutenant l'Institut Royal de la Culture Amazigh, tout en veillant à la préservation de l'identité musulmane du Maroc, à son attachement à l'unité de son rite malékite, et ce avec une totale ouverture sur la modernité, en vue de l'édification de la société du savoir et de la communication.

De même, nous ne saurions préserver au citoyen sa dignité qu'en lui assurant un logement décent et en accélérant la mise en oeuvre du programme national de lutte contre l'habitat insalubre et d'éradication des bidonvilles. Ceux-ci constituent, en effet, une menace pour la cohésion et l'équilibre du tissu social et une source de frustration, d'exclusion, de déviation et d'extrémisme.

La réalisation de ces actions prioritaires est certes une tâche ardue, mais nous n'avons d'autre choix que la mobilisation générale pour relever ce défi, renforcer la confiance dans le Maroc d'aujourd'hui et de demain et redonner espoir aux couches défavorisées parmi notre peuple fidèle.

Cela étant, il nous appartient, avant tout, de fructifier au mieux le rayonnement démocratique, internationalement attesté, du Maroc pour en finir définitivement avec le conflit artificiel autour de notre intégrité territoriale qui demeure notre cause sacrée. Il nous revient, en outre, de conforter la sécurité et la stabilité dont jouit notre pays, dans le cadre d'un système démocratique qui ne peut produire pleinement son effet que dans le contexte d'un Etat fort par la primauté de la loi.

Il incombe donc à tout un chacun d'apprécier l'ampleur des responsabilités parlementaires et gouvernementales, et de faire preuve de son attachement aux vertus du dialogue constructif, à

l'unanimité sur les constantes et les institutions sacrées et au consensus sur les grands dossiers de la nation. Pour le reste, la loi de la majorité démocratique doit prévaloir, car en tenant trop au consensus, on finit par le vider de sa substance et lui ôter sa raison d'être, l'invoquant comme prétexte pour se dérober au devoir de prendre une décision.

Aujourd'hui, comme demain, ce qui est en jeu au Maroc, ce n'est pas le choix entre des courants politiques, parmi les différentes sensibilités. Il s'agit plutôt de trancher entre la démocratie et l'engagement, d'un côté, et le désordre, le gâchis et le défaitisme de l'autre ; entre la modernité et l'ouverture, d'un côté, et le fanatisme, l'ostracisme et l'isolement de l'autre.

En un mot, il s'agit véritablement d'un combat entre le progrès et la régression, dans un monde où les défis et les conflits ne font que se multiplier et où se livre une véritable course contre la montre, rendant ce qui est possible aujourd'hui, impossible demain. Tels sont les véritables enjeux. Le Maroc se doit de les gagner.

Nous implorons Dieu le Très-Haut de nous inspirer, de guider nos pas dans la juste voie, de couronner de succès nos efforts, de raffermir notre volonté et de nous prodiguer son aide et son appui.

" Et dis: " ¯ mon Seigneur ; fais que j'entre par une entrée de vérité et que je sorte par une sortie de vérité ; et accorde moi de Ta part, un pouvoir bénéficiant de Ton secours ".

Véridique est la parole de Dieu.  
Wassalamou Alalkoum".